



Mise à jour en avril 2020

## L'huissier de justice dans le monde

### ARMÉNIE

Nom (singulier et pluriel) : Հարկադիր կատարող

#### Présentation

##### Généralités

Environ 369 huissiers de justice sont en exercice au sein d'environ 29 offices. Ils sont assistés par environ 25 huissiers de justice stagiaires ou assistants et par environ 384 collaborateurs. Ils sont tous fonctionnaires. Un seul huissier de justice ou office d'huissier de justice est compétent à un niveau local (absence de concurrence entre les huissiers de justice).

##### Formation

###### Formation préalable et continue des huissiers de justice

Pour devenir huissier de justice, le niveau suivant est requis : Baccalauréat ou équivalent  
Une formation préalable existe pour les futurs huissiers de justice. Cette formation est en principe obligatoire. Durée : jusqu'à trois mois.  
Une formation continue existe pour les huissiers de justice. Cette formation est obligatoire.

###### Formation continue des collaborateurs d'huissiers de justice

Il existe un système de formation continue pour les collaborateurs d'huissiers de justice.

##### Conditions d'exercice de la profession

Sauf exception, un examen professionnel est nécessaire pour accéder à la fonction d'huissier de justice. Les huissiers de justice sont nommés par l'Huissier de justice en chef d'Arménie. Il existe un nombre limité d'huissiers de justice. Un huissier de justice ne peut pas exercer son activité au sein d'une structure comprenant un autre ou plusieurs autres huissiers de justice.

La profession est représentée au plan national par le **Service de l'exécution forcée du ministère de la justice de la République d'Arménie**.

##### Obligations de l'huissier de justice et règles éthiques

L'huissier de justice est soumis à des obligations suivantes corrélatives à l'exercice de ses activités :

- Exercice obligatoire du ministère de l'huissier de justice et cas d'exemption éventuels.
- Obligations relatives à l'exercice des activités professionnelles de l'huissier de justice.
- Conditions de conservation des documents rédigés par l'huissier de justice.
- Obligation de verser les fonds détenus pour le compte des clients sur un compte spécial.
- Obligation de transmettre les fonds de tiers dans un délai déterminé.



Mise à jour en avril 2020

- Obligation de conseil envers les justiciables dans le cadre des activités de l'huissier de justice.
- Obligation pour l'huissier de justice de se soumettre à un contrôle de ses activités.
- Obligation de respecter des règles éthiques et/ou de déontologie.
- Secret professionnel.

L'huissier de justice est soumis à des règles éthiques et/ou de déontologie applicables à la profession. Des règles disciplinaires sont applicables à la profession d'huissier de justice. L'huissier de justice est soumis à un contrôle de ses activités.

## Activités

### Exécution des décisions de justice, des actes administratifs et notariés

L'huissier de justice est chargé d'exécuter les décisions de justice, actes administratifs et notariés, en particulier les mesures d'exécution suivantes :

- Saisie des biens meubles corporels du débiteur entre les mains du débiteur.
- Saisie des biens meubles corporels du débiteur entre les mains d'un tiers.
- Saisie des immeubles.
- Saisie des rémunérations.
- Saisie entre les mains d'un tiers des créances du débiteur portant sur une somme d'argent.
- Saisie des droits incorporels autre que les créances de sommes d'argent dont le débiteur est titulaire.
- Gel et/ou appréhension des meubles corporels que le débiteur est tenu de livrer ou de restituer au créancier en vertu d'une décision de justice exécutoire.
- Saisies des véhicules terrestres à moteur.
- Saisie des navires.
- Saisie des aéronefs.
- Saisie des récoltes sur pieds.
- Saisie des biens placés dans un coffre-fort.
- Mesures d'expulsion.
- Reprises d'enfants en vertu d'une décision de justice.
- Mesures conservatoires sur les biens mobiliers corporels du débiteur.
- Mesures conservatoires sur les biens mobiliers incorporels du débiteur.
- Constitution d'une sûreté judiciaire à titre conservatoire sur un immeuble du débiteur.
- Constitution d'une sûreté judiciaire à titre conservatoire sur un fonds de commerce du débiteur.
- Constitution d'une sûreté judiciaire à titre conservatoire sur les actions, les parts sociales ou les valeurs mobilières appartenant au débiteur.
- Vente forcée par adjudication publique physique des biens mobiliers corporels saisis par huissier de justice par adjudication publique.
- Vente forcée par adjudication publique dématérialisée (par Internet) des biens mobiliers corporels saisis par huissier de justice par adjudication publique.
- Vente forcée par adjudication publique de biens meubles corporels.
- Vente forcée par adjudication publique d'immeubles.
- Distribution des fonds aux créanciers provenant de la vente forcée d'un bien mobilier.
- Distribution des fonds aux créanciers provenant de la vente forcée d'un bien immobilier.



Mise à jour en avril 2020

Lorsqu'il est chargé d'une procédure d'exécution, l'huissier de justice dispose d'un accès à certaines informations relatives au patrimoine du débiteur.

### **Signification des actes judiciaires et/ou extrajudiciaires**

L'huissier de justice ne peut signifier ou notifier les actes judiciaires et/ou extrajudiciaires en matière civile, commerciale et/ou pénale.

### **Vente aux enchères publiques forcée**

L'huissier de justice est habilité à procéder à la vente aux enchères forcée des biens suivants :

- Vente physique (par opposition à vente sur Internet) des biens mobiliers corporels saisis par huissier de justice.
- Vente dématérialisée (par Internet) des biens mobiliers corporels saisis par huissier de justice.
- Vente dématérialisée (par Internet) des biens mobiliers incorporels saisis par huissier de justice.
- Vente dématérialisée (par Internet) des biens immobiliers saisis par huissier de justice.

### **Vente aux enchères publiques volontaire**

L'huissier de justice n'est habilité à procéder à la vente aux enchères volontaires des biens.

<b>Autres activités (X = oui)</b>	
Recouvrement de créances	<b>X</b>
Constats	<b>X</b>
Séquestre	<b>X</b>
Conseil juridique	
Procédures de faillites	
Missions confiées par le juge	
Médiation	
Représentation des parties devant les juridictions	
Rédaction d'actes sous-seing privé	
Service des audiences	
Administration d'immeubles	